

## Edito

# Daesh et/ou l'impérialisme américain ? Le monde a besoin de paix et d'avenir social !



L'horreur du régime politico-religieux de Daesh ne cesse d'alimenter débats, colère et incompréhension. Daesh, est l'émergence d'une société régie par la dictature militaire, couverte de l'apparat religieux, avec des lois légalisant tortures, barbaries pour toute personne qui s'y oppose.

**Ce que les médias taisent, c'est que ce régime de Daesh est une structure dont le but est d'engranger les profits, les richesses, comme d'autres organisations capitalistes.**

En conquérant des territoires, le « califat » de Daesh prend le pouvoir des affaires. Avec la manne pétrolière, un commerce de 1795 milliards d'euros, il s'accapare la culture du coton en Syrie, le pétrole et les matières revendues dans des filières allant de Turquie aux pays occidentaux.

Les USA qui, hier, ont mis le feu à cette région du monde, rejoints par la France, en Syrie, en Libye, au Mali, ont permis à ce monstre qu'est Daesh de se créer sur les cendres des bombardements, des armées détruites et sur les oppositions tribales, exacerbées à coups de dollars.

**Le refus des USA, des pays européens et de l'Arabie Saoudite à unir toutes leurs forces opposées à Daesh incluant la Russie, l'Iran, la Syrie, montre clairement que le calcul des affaires prime sur tout autre considération : protéger la manne financière du pétrole !**

Les drames humains, les massacres, les populations civiles qui payent le prix du sang, cela passe après, ou alors ne sont bons qu'à alimenter la propagande médiatique.

Alors que hier les « frappes chirurgicales aériennes » détruisaient l'armée de Saddam Hussein, aujourd'hui, elles seraient inefficaces face à la progression de Daesh !

**Et on laisse faire ! Y a-t-il vraiment une volonté de mettre à bas ce régime barbare ?**

L'histoire est là pour prouver que les affaires financières font peu de cas des valeurs de démocratie, s'accommodant de bon nombre de dictateurs.

**Les puissances militaires ont tous les moyens pour mettre à bas Daesh et son régime de terreur. Pourquoi laisser faire ?**

L'ensemble de nos sociétés, comme dans les années 1930 lors de la montée du nazisme est menacé ! Mais il est vrai que beaucoup d'affairistes se sont enrichis aussi avec les Nazis !

**La paix, la démocratie sont au cœur de ces enjeux ! La mobilisation des peuples est plus que jamais nécessaire et urgente !**

## Colloque International Pétrole et Chimie du 24 au 26 juin 2015.

3 journées de débats, d'échanges, avec 28 pays et 62 syndicalistes des 4 continents qui ont rejoint les syndicats CGT avec près de 150 militants de la pétrochimie, des délégations d'organisations CGT, des Unions départementales et des fédérations.

Au cœur des échanges, la situation géopolitique dans un système capitaliste qui en fait une rente financière, avec des guerres et des conflits armés pour s'accaparer cette richesse des sous-sols au mépris des peuples.

Le pétrole est une matière première puisée pour des multinationales des USA, d'Europe, dans des pays où la population subit une politique asservis aux multinationales.

Cette matière première est raffinée transformée en carburants (aviation, aérospatiale), en naphta pour alimenter la pétrochimie, et ses produits utiles pour le bâtiment l'industrie, les services publics, l'hygiène, la sécurité, la santé. Bref, des biens utiles pour les populations, indispensables pour chaque pays, son potentiel économique et son indépendance.

Alors que les échanges économiques doivent permettre un développement industriel au plus



près des besoins des populations par le partage des savoirs, les multinationales exploitent cette matière première sans respect de la santé, de l'environnement des salariés et de la population.

Les critères financiers axés sont sur le profit maximal au nom desquels la raffinerie de la Mède serait fermée par le patronat de Total, qui fait le choix d'importer le carburant, faisant le choix de la pollution de l'environnement ailleurs au lieu de produire avec les normes de protection pour la santé des populations.



Durant ces journées, riches ont été les débats, partageant le même constat des conséquences dramatiques que subissent les salariés, mais aussi tous engagés syndicalement sur des alternatives de développement industriel, y compris avec des projets novateurs, tel

que celui des transports avec l'hydrogène, carburant non polluant, qui amélioreront la santé de la population.

Un Colloque riche en couleurs de luttes avec une action arrêtée durant ce colloque, de bloquer les stations services Total en riposte au projet de fermeture de la raffinerie de la Mède.

Un colloque à renouveler avec une dimension internationale mettant en lumière les pièges des extrêmes mis en place pour diviser des peuples, des cultures, des travailleurs. Un combat international contre ce capitalisme exigeant un syndicalisme sur des valeurs sans compromission, des valeurs de classe, de masse.

**L'avenir appartient à ceux qui luttent.**





# Le marasme organisé de la Grèce « engraisse » les banquiers



**Un bras de fer inédit, quotidien, violent a émergé entre l'Europe et le peuple grec.**

L'Europe telle que les peuples la subissent est un instrument de rétorsion contre eux. Certains gouvernements, dont la France, s'y complaisent tout en l'utilisant pour justifier des lois régressives sur les droits et les libertés des salariés.

**Les médias, entreprises privées au service de leurs riches propriétaires déforment et désinforment, trompent et abusent les citoyens.**

La Grèce est présentée comme « malhonnête » pour accélérer les mesures de régression sociales.

**Ce que ces médias ne disent pas :**

**En 2007**, la dette publique de la Grèce était de 103 % de son PIB (Produit Intérieur Brut) soit l'équivalent de celle de la France.

Les mesures d'austérité draconiennes imposées par l'Europe des patrons font que, en 2014, cette dette est passée à 180 %, les taux d'intérêt bancaires ayant enrichi les banques européennes et les riches hommes d'affaires grecs.

**Plus il y a de « dette », plus les intérêts à payer sont élevés, plus les banquiers empochent !**

**Depuis 2014**, avec le nouveau gouvernement, la Grèce a remboursé 7 milliards d'euros à ces créanciers.

**En retour, pas 1 euro n'a été versé par l'Europe à la Grèce !**

Il y a aujourd'hui un face-à-face avec d'un côté les jusqu'au-boutistes d'un système capitaliste et de l'autre le choix démocratique d'un peuple qui refuse de sacrifier sur l'autel des profits sa vie et son avenir.

Bruxelles, comme une dictature, entend imposer ses décisions unilatérales fermer, refuser l'alternative économique et sociale ouverte par le peuple grec.

**Pas question, en effet, de donner des idées aux autres peuples européens.**

**Une raison de plus pour développer les solidarités de lutte, de soutien au peuple grec et ainsi contribuer à construire des alternatives d'avenir, de progrès social pour tous.**



## PALESTINE

# L'Etat d'Israël piétine son histoire !

**L**a mer a depuis longtemps effacé le sang qui a maculé le sable de la plage de Gaza. Le sang des enfants morts, tués par les missiles militaires d'Israël. C'était le 16 juillet de l'année dernière.

Le Secrétaire Général de l'ONU indique, suite à une enquête « **aucune cible militaire n'a pu être identifiée dans cette zone paisible et aucune roquette n'avait été lancée en direction d'Israël à partir de là** ».

**Mais pour l'Etat d'Israël, la décision est tombée : son action est normale, circulez, il n'y a rien à voir ! Pour faire subir ça au peuple palestinien, cet Etat a mis aux oubliettes la propre histoire de son peuple.**

C'est un meurtre gratuit. Année après année, dans l'indifférence internationale, la Palestine, son peuple, vit en situation d'occupation de ses terres comme la France en 1940.

**Ses résistants poursuivent le même combat : libéré, indépendance.**

**En 2014, 557 enfants palestiniens ont été tués par l'armée d'Israël.**

Le 3ème nombre le plus élevé derrière l'Afghanistan, l'Irak et devant la Syrie, le Darfour. Et 543 écoles détruites.

Il y a 15 jours, l'Etat d'Israël bloquait une syndicaliste de la FSM à l'aéroport, la plaçait en détention durant 13 heures avec fouille au corps, puis l'expulsait.

L'Etat d'Israël considère la FSM comme étant dangereuse pour le pays !

Il y a quelques mois, c'était un dirigeant de la Jeunesse Communiste qui subissait le même sort.

**Israël piétine les droits de l'Homme et doit être sanctionné ! Renforçons la campagne BDS, boycott des produits israéliens, vendus en France. Cela doit être la réponse de tous les progressistes et syndicalistes !**

## LUTTES ... EN EUROPE

### Belgique :

Manifestation à Bruxelles contre le dumping social à l'appel de la FGTB, CSC et CGSLB, le 24 juin.

### Allemagne :

Ces derniers mois, les mouvements de grève se multiplient en Allemagne, souvent pour des augmentations de salaire, touchant tour à tour différents secteurs. Il y a eu Amazon, puis la métallurgie, la banque postale et la fonction publique. Actuellement, des grèves remarquables mobilisent des milliers de travailleurs dans trois secteurs : les chemins de fer (Deutsche Bahn), la poste (Deutsche Post), sans oublier les travailleurs sociaux.

### Turquie

Jeudi 14 mai, les travailleurs de l'usine Renault Oyak de Bursa en Turquie (4800 salariés) se sont mis en grève pour refuser un accord signé par le syndicat jaune Turk Metal qui impose 3 % d'augmentation de salaire jusqu'en 2017, alors que leur pouvoir d'achat vient de perdre 20 % suite à la dévaluation de la Livre Turque (LT). Ils demandent : la garantie écrite qu'aucun gréviste ne sera licencié, que le syndicat Turk Metal soit chassé de l'usine et que des représentants élus par les travailleurs soient associés aux négociations, ainsi que 20 à 60 % de hausse des salaires. L'entrée en lutte des travailleurs de Bursa est de toute façon une première victoire face à l'offensive du patronat sur les salaires et les conditions de travail qui a lieu en Turquie comme en France, et dans tous les pays où le patronat veut mettre les travailleurs en concurrence. **Leur lutte est aussi la nôtre.**

FNIC-CGT - Case 429  
263, rue de Paris  
93514 MONTREUIL  
CEDEX

Téléphone : 01 55 82 68 88

Télécopie : 01 55 82 69 15

email : contact@fnic-cgt.fr

www.fnic-cgt.fr